



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris



Rapport de l'atelier du Cluster Francophone

« NDC Tracking »

Echange d'expériences

8 au 9 décembre 2022, UN Campus
Platz der Vereinten Nationen 1, 53113 Bonn, Allemagne



© GIZ/Marie Hertel

Avec le soutien du



Ministère fédéral
des Affaires étrangères



en vertu d'une décision
du Bundestag allemand



supported by





Table de contenu

Abréviations	iii
Introduction	1
Contexte.....	1
Cadre et objectifs de l'atelier.....	2
Participant(e)s/groupe cible.....	2
Ce que nous attendons des participant(e)s.....	3
Prise en charge des experts.....	3
Agenda	4
Résultats principaux	7
1er jour – Jeudi, 8 décembre 2022	7
Session 1 : Réflexion sur les résultats de la réunion précédente CGE.....	7
Session 2 : Estimation et comptabilisation des émissions et absorption des GES pour le suivi des progrès des CDN : Quels outils appropriés selon les types d'objectifs de la CDN ?	9
Session 3 : Suivi des progrès des CDN.....	10
Session 4 : Quels sont les outils pour le « NDC tracking » ? Politiques, mesures, actions et autres outils.....	10
Session 5 : Apprendre à connaitre l'outil NDC Tracking.....	12
2ème jour – Vendredi, 9 décembre 2022	13
Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 1.....	13
Session 6 : Management des données.....	15
Session 7 : Bonnes pratiques des arrangements institutionnels – et que répliquer pour la mise en place d'un système MRV.....	16
Session 8 : Synthèse et apprentissages pour le Réseau/Cluster Francophone.....	17
Session 9 : Analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et priorités des pays.....	18
Session 10 : Quel rôle jouer au retour et quel appui et quel appui par le réseau/ Cluster Francophone.....	19
Où tenir la prochaine rencontre du Cluster Francophone en 2023.....	25
Quel est le rôle du Point Focal Transparence ?.....	25
Annexe 1	26
Pays participants.....	26
Lien utiles.....	26
Annexe 2 : Liste des participants	27
Annexe 3 : Évaluation	30
Annexe 4 : État actuel de la notification	31
Note éditoriale	32



Abréviations

Abréviation	Définition
AFAT	Secteur de l'Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFOLU en anglais)
BR	Rapports Biennaux (pays développés)
BUR	Biennial Update Report (en français Rapport biennal actualisé, RBA)
BTR	Biennial Transparency Report (en français, Rapport biennal de Transparence, RBA)
CBIT	Renforcement des capacités mondiales pour une transparence accrue
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CTR	Cadre de Transparence Renforcée
CGE	Groupe consultatif d'experts
COP	Conference of the Parties
CRT	Common Reporting Tables (Tableaux de Rapport Commun – pour le rapport au titre de ETF)
CTF	Common Tabular Formats (Formats Tabulaires commun – pour le rapport sur l'appui (Finance, transfert de technologies, renforcement des capacités) au titre de ETF)
ETF	Enhanced Transparency Framework (Cadre de Transparence Renforcée de l'Accord de Paris)
FAO	L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FSV	Facilitative Sharing if Views (Echange de vues facilitatif)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GES	Gaz à Effet de Serre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICA	International Consultation and Analysis (under UNFCCC)
ICAT	L'Initiative pour la transparence de l'action climatique
ITMO	Résultats d'atténuation transférés au niveau international
MPG	Modalités, procédures et lignes directrices du cadre de transparence renforcée (Modalities, Procedures and Guidelines for ETF) – voir décision 18/CMA.1
MRV	Mesure, notification et vérification
PATPA	Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris
PF	Point Focal(e) (personne désignée)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RBA	Rapport biennal actualisé
RBT	Rapports Biennaux sur la Transparence
REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
TER	Technical Expert Review (en français, Revue Technique d'Experts)



Introduction

Contexte

L'Accord de Paris a marqué un tournant dans le domaine du changement climatique en introduisant le Cadre de Transparence Renforcée (CTR ; en anglais, Enhanced Transparency Framework (ETF)), au titre de l'article 13, qui est essentiel pour instaurer une confiance mutuelle et une coopération solide entre les pays. Grâce à ce cadre, tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, sont censés préparer des rapports simplifiés sur leurs actions en faveur du climat et le soutien reçu.

Le « Cluster Francophone » a été créé en 2013 par l'Allemagne, la Belgique, la France et la Suisse, et est coordonnée depuis par le « Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA) ». Le secrétariat est commandité par le Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères et le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat, et mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Le « Réseau Francophone » comprend 25 pays francophones en développement, dont la plupart se situent sur le continent africain. Les pays du réseau sont représentés par les points focaux de transparence nommés par chaque pays. Les activités du réseau sont mises en œuvre grâce à un soutien financier de la Belgique, et soutien organisationnel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du projet « Renforcement des capacités mondiales pour une transparence accrue - Global Support Programme » (CBIT-GSP).

Le projet « Améliorer la transparence climatique », mis en œuvre en tant que contribution à la Promesse Climatique du PNUD, vise à fournir un soutien complet au renforcement des capacités en matière de données climatiques et de transparence afin de répondre aux exigences de CTR dans le cadre de l'Accord de Paris et de favoriser les échanges sud/sud entre les pays. Financé par le gouvernement belge, ce projet soutient les réseaux de pays francophones et lusophones pour renforcer leurs systèmes de mesure, notification et vérification (MRV) et suivre la mise en œuvre des Contributions déterminées nationales (CDN), sur la voie du CTR.

Le projet CBIT-GSP vise à fournir un soutien mondial axé sur le renforcement des capacités et la coordination pour aider les pays en développement à répondre aux exigences du cadre de transparence renforcée. Il s'agit de la deuxième phase des projets « Global Support Programme » et « Global Coordination Platform for CBIT », tous deux financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le nouveau projet comporte deux volets principaux. Premièrement, les plateformes web des projets précédents sont intégrées dans une plateforme intégrée. Ce sera un espace pour rechercher des informations sur l'état actuel des projets et des pays sur les questions de transparence et échanger des expériences entre pairs et la provision d'assistance via un « helpdesk ». Deuxièmement, l'assistance technique se poursuivra à travers la provision de formation, appui technique, échanges d'expériences, amélioration des rapports de transparence pour une transition vers le Rapport Biennal sur la Transparence (RBT). Le projet promeut aussi les réseaux régionaux de transparence. En effet dans le cadre du projet, dix réseaux régionaux sont soutenus y compris le réseau de l'Afrique Francophone. Ce réseau ainsi que le Lusophone, sont gérés en collaboration avec PNUD à travers le soutien de la Belgique.



Cet atelier technique est conjointement organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le CBIT-Global Support Programme et le Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA), avec des financements du gouvernement allemand et belge.

Cet atelier était consécutif au « Consultative Group of Experts (CGE) training workshop for the African region on Tracking progress of NDCs under the ETF », organisé par le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), du 5 au 7 décembre 2022, également à Bonn, en Allemagne.

Cadre et objectifs de l'atelier

Cet atelier avait pour but d'explorer les exigences demandées aux pays par l'article 13 de l'Accord de Paris, qui fournit les grandes lignes d'un cadre de transparence renforcée (en anglais, Enhanced Transparency Framework) pour les pays, à travers lequel ceux-ci peuvent rendre compte des actions qu'ils prennent en matière de lutte contre le changement climatique et du soutien nécessaire, fourni et reçu. De plus, lors de la COP26 (Conference of the Parties), les directives pour l'opérationnalisation des modalités, procédures et lignes directrices pour le cadre de transparence renforcé ont été adoptées. Des tableaux communs pour les inventaires de Gaz à Effet de Serre (GES), des formats de tableaux communs pour les informations nécessaires au suivi des progrès dans la mise en œuvre des CDN, les grandes lignes directrices pour les RBT, les rapports d'examen technique par des experts et plusieurs autres lignes directrices ont été adoptés. La Convention a également souligné la nécessité d'apporter un soutien financier et technique aux pays pour l'élaboration de ces RBT et a encouragé les partenaires de développement à fournir ce soutien.

La réunion a permis de discuter des thèmes du « CGE training workshop » d'un point de vue plus détaillé et pratique et inclus également les thèmes spécifiques qui ont été identifiés lors de la dernière réunion des points focaux « transparence » qui ont été réuni à Libreville, Gabon, le 2 septembre 2022. L'agenda répond donc aux besoins exprimés par les experts techniques.

Les objectifs de cet atelier étaient donc multiples :

- Renforcer la capacité dans les domaines, entre autre le « NDC tracking »
- Echanger des expériences nationales notamment sur les succès et les défis en termes de mise en place un arrangement institutionnel et le management de données
- Renforcer les connaissances sur le Cadre de Transparence Renforcée (ETF) et sa préparation au niveau pays

Participant(e)s/groupe cible

L'atelier s'adresse aux points focaux de la transparence, nommés par leur pays, soit des fonctionnaires ou responsables de départements ou d'organisations sous-tutelles de l'État, gérant et rédigeant les dossiers techniques et responsable concernant la transparence climatique, notamment sur la partie atténuation, scénarios et définition des objectifs. Les participants potentiels devraient avoir participés aux travaux de mise à jour de la CDN, et/ou être impliqués étroitement dans la notification à la CCNUCC, comme l'élaboration des Communication Nationales et Rapport biennal actualisé (RBA) et futures RBT.



Ce que nous attendons des participant(e)s :

Il est demandé à chaque participant(e) des pays membres du Cluster Francophone de préparer une bonne pratique, ou présenter un cas de travail qui constitue un défi pour avancer dans le sujet, ou partager les leçons apprises au cours de leur travail.

Prise en charge des experts

Les frais de voyage et de séjour en Allemagne des experts francophones ont été pris en charge par le PNUD.



Agenda

Jour 1, jeudi, le 8 décembre 2022

8.30	Ouverture de la salle / enregistrement des participants
9.00	Bienvenue et session d'ouverture <ul style="list-style-type: none">• Mots d'ouverture<ul style="list-style-type: none">• Belgique : Geert Fremout• PATPA : Oscar Zarzo• PNUD : Claudia Ortiz• Présentation d'introduction (objectifs et attentes) : Fatima-Zahra Taibi, UNEP-Copenhagen Climate Center
09.45	Session 1 : Réflexion sur les résultats de la réunion précédente (CGE) Modération : Moussa Diop, Ruben van der Laan <ul style="list-style-type: none">• Présentation des résultats du CGE en faisant remonter les résultats du CGE par les participants eux-mêmes et discussion en groupes de travail.
10.45	Pause-café
11.00	Session 2 : Estimation comptabilisation des émissions et élimination des GES pour le suivi des progrès des CDN : Quels outils appropriés selon les types d'objectifs de la CDN ? Modération : Julien Vincent <ul style="list-style-type: none">• Travail en groupe, analyser la CDN d'un pays et renseigner le formulaire de suivi• Retour et discussion en plénière
12.30	Pause déjeuner
13.30	Session 3 : Suivi des progrès des CDN Modération : Fatima-Zahra Taibi <ul style="list-style-type: none">• Comment suivre les objectifs de la CDN et comprendre les dynamiques globales et sectorielles des émissions• Partage d'expérience de la Tunisie et des Comores – défis et réponses
14.30	Session 4 : Quels sont les outils pour le « NDC tracking » ? Politique, mesures, actions et autres outils Modération : Richemond Assie <ul style="list-style-type: none">• Présentation de quelques outils d'aide à la décision : Quels outils appropriés et harmonisés pour le Cadre de Transparence Renforcés au sein du réseau franco phone ?<ul style="list-style-type: none">• GACMO (UNEP-CCC)• LEAP 2000-2020• FAO NDC-tracking tool
15.30	Pause-café



15.45	Session 5 : Apprendre à connaitre l'outil NDC-tracking Modération : Ruben van der Laan, Laure-Sophie Schiettecatte, Houssem Belhoune, Julien Vincent. <ul style="list-style-type: none">• Travail en groupes• Question : Selon le niveau d'appropriation des outils, chaque groupe va travailler avec l'outil du NDC-tracking de la FAO et présenter les résultats et conclusions obtenus de l'outil dans la mise en œuvre des CDN/CTR• Le secteur choisi sera l'énergie (à confirmer)
16.45	Conclusions jour 1 : Ruben van der Laan <ul style="list-style-type: none">• Synthèse de la journée
17.00	Fin du jour 1

Jour 2, vendredi, le 9 décembre 2022

8.30	Ouverture de la salle
9.00	Ouverture de la séance <ul style="list-style-type: none">• Retour sur les conclusions du jour 1• Aperçu de l'agenda de la journée
9.30	Session 6 : Management des données Modération : Moussa Diop <ul style="list-style-type: none">• Tracking de l'énergie et représenter la méthode de décomposition ;• Exemple d'un système de collecte de donnée (un pays) : Niger, Tchad
10.30	Pause-café
11.00	Session 7 : Bonnes pratiques des arrangements institutionnels – et que répliquer pour la mise en place d'un système MRV Modération : Fatima-Zahra Taibi <ul style="list-style-type: none">• Partage d'expériences du Bénin et du Cameroun Wilfried BIAO MONGAZI (Bénin), Temothée KAGONBE (Cameroun)• Questions & Réponses Que pourriez-vous appliquer dans votre pays ? Qu'est-ce qui est particulièrement promettant dans les exemples présentés ?
12.00	Session 8 : Analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et priorités des pays Modération : Moussa Diop <ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et les priorités des pays sur la transparence climatique et sur le système MRV
12.30	Pause déjeuner



13.30	Session 9 : Synthèse et apprentissages pour le Réseau/Cluster Francophone Modération : Fatima-Zahra Taibi, Moussa Diop, Denis Desgain <ul style="list-style-type: none">• Travail en groupes• Recueil
14.45	Pause-café
15.00	Session 10 : Quel rôle jouer au retour et quel appui et quel appui par le réseau/ Cluster Francophone Modération : Ruben van der Laan, Mijako Nierenkoether <ul style="list-style-type: none">• Feedback• Evaluation• Que retenir de l'atelier
16.30	Clôture de l'atelier



©GIZ/Marie Hertel

Oumou Doumbouya (Guinée) & Rémy Mangani Muzinga (RDC).



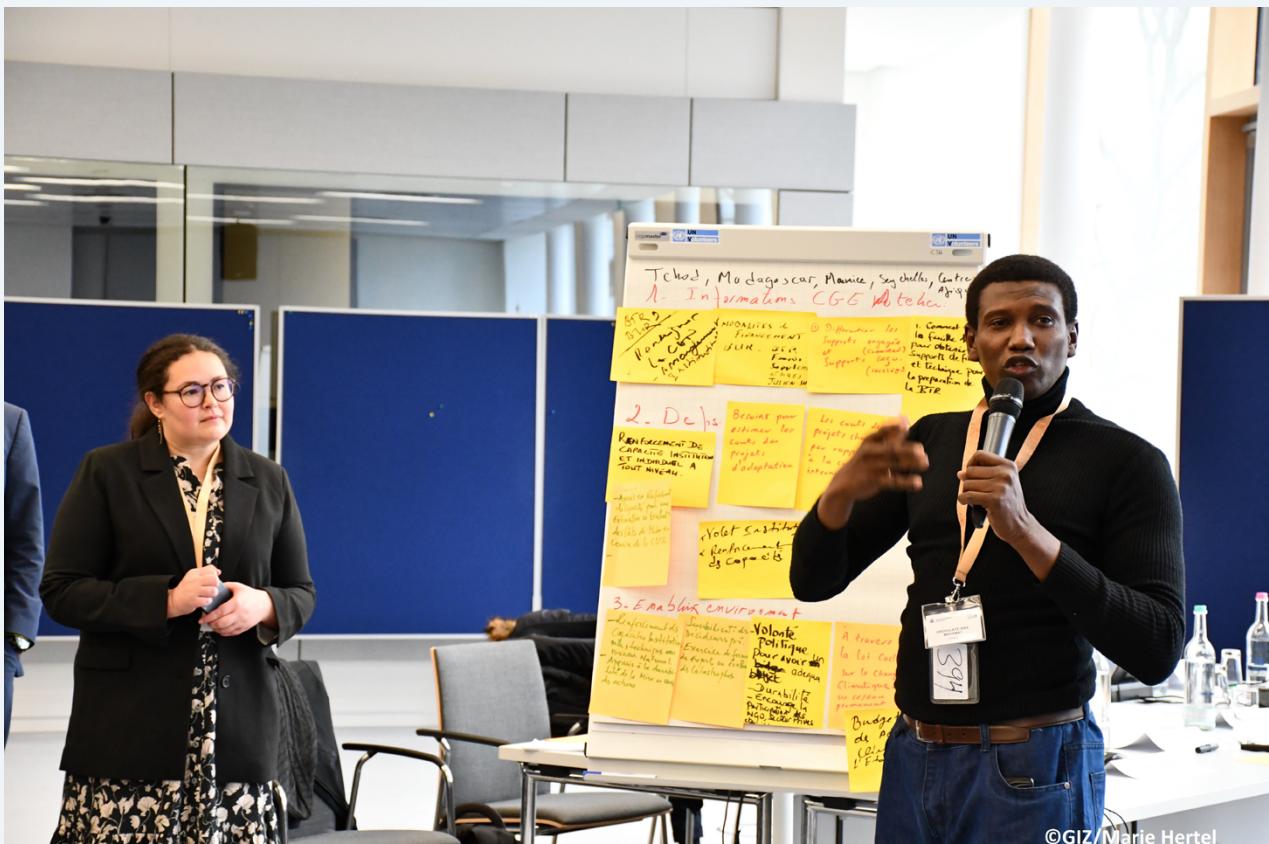
Résultats principaux

1er jour - Jeudi, 8 décembre 2022

Session 1 : Réflexion sur les résultats de la réunion précédente CGE

Objectif de la 1ère Session : Réflexion sur les résultats de la réunion précédente du CGE - la première session de l'atelier a donné la possibilité aux participants de refléter les défis dans leurs pays et d'échanger sur des solutions.

Défis	Discussion
1. Défis liés aux rapports d'inventaires nationaux au premier rapport biennal sur la transparence	<ul style="list-style-type: none">Les formats / tableaux doivent être en français. La langue représente souvent un défi.Le cadre institutionnel, surtout juridique représente un défi dans les rapports d'inventaires. Dans plusieurs pays, la disposition des arrangements institutionnel n'est pas assez établis.Établir des périmètres plus larges pour les données, les facteurs d'émissions et les variations d'incertitudes.Rendre les données pour les rapports d'inventaires accessible à tout le monde et améliorer les données sectorielles. Ceci peut être atteint à travers une enquête sectorielle qui porte sur la plupart les gazes à effet de serre.
2. Défis liés à l'estimation et à la comptabilisation des émissions et des absorptions de GES pour suivre les progrès des CDN	<ul style="list-style-type: none">Insuffisance technique dans l'utilisation des outils de suivi des progrès de la CDN. Comme prochaines étapes il est important de créer des lois pour renforcer le cadre institutionnel.Opérationnalisation au niveau du pays est important.Example de bonne pratique : La Namibie et l'Afrique du Sud.Pour ceci, on doit donner des formations d'outils au niveau sectoriel dans le pays pour pouvoir établir le savoir avec les experts nationaux.Lier le niveau politique au niveau technique : sensibiliser aux enjeux et donner du poids à la thématique à haut niveau politique.Identification du rôle du Point Focal (PF) : mettre en place un réseau collectif.
3. Défis liés à l'estimation des résultats d'atténuation des politiques et des actions pour suivre les progrès des CDN et indicateurs associés	<ul style="list-style-type: none">Premièrement, la catégorisation des indicateurs quantitatifs et qualitatifs est importante pour identifier les impacts environnementaux et financiers. Elle est un défi dans des nombreux pays.Quelques initiatives MRV sectorielles sont déjà en cours dans de nombreux pays francophones à travers l'initiative Canadian-West African sur le MRV. Au niveau régional, le Tchad est en train de mettre en place une agence nationale pour le MRV, ce qui pourrait être un cas de bonnes pratiques dans le cadre des échanges Sud-Sud.Bonnes leçons reçues du Ghana (ou il y a une existence de cadre légal) ou de l'Afrique du Sud (usage d'un outil pour collecte des données de façon systématique).
4. Défis liés à la notification des besoins en support et support reçus	<ul style="list-style-type: none">Créer un environnement favorable et refléchir la durabilité. Pour ceci, il y a le besoin de mieux considérer le changement climatique dans le budget national et de renforcer les acteurs politiques.Il est important de renforcer les institutions responsables en compétences techniques pour faire du rapport d'inventaire un processus permanent et nommé les responsabilités clairement.Le Point Focal de la Transparence devrait mettre en place un réseau d'appui.



Fatima-Zahra Taibi (UNEP- CCC) & Abdoulaye Issa Mahamat (Tchad) en train de présenter les résultats du travail en groupe.



Denis Desgain (UNEP Copenhagen Climate Center) & Leya Zgheib (Liban).



Session 2 : Estimation et comptabilisation des émissions et absorption des GES pour le suivi des progrès des CDN : Quels outils appropriés selon les types d'objectifs de la CDN ?

La deuxième session s'est concentrée sur l'approfondissement des lignes directrices GIEC 2006, Inventaire et les données économiques.

De plus, la CDN du **Bénin** a été discuté en groupe, suivi par une discussion des difficultés rencontrées pendant l'exercice du Bénin. Les majeures observations sont à trouver ci-dessous :

- La définition de la contribution conditionnelle et inconditionnelle dans la CDN (en termes de définition de la contribution d'atténuation, mais aussi des mesures pour l'implémentation des actions) est importante pour comprendre les besoins financiers et augmenter la transparence de la CDN.
- Il faut faire référence aux méthodes utilisées (pour le calcul des émissions de GES, la méthode pour la contribution de l'atténuation, calcul de la projection des émissions de GES pour 2030 etc.). Les méthodes ne sont pas suivies de la même manière dans tous les pays, c'est pour cela qu'un bon rapportage dans la CDN peut éléver la transparence.
- Surtout les décisions CCNUCC suivants 18 CMA1 et 5 CMA3 doivent être revues par les pays participants à l'atelier. Ces décisions vont être intéressantes pour la mise à jour de la CDN et les capacités techniques sont limitées pour le moment.



©GIZ/Marie Hertel

Komlan Edou (Togo), Mahamadou Daoura Neino (Niger) & Oumou Doumbouya (Guinée).



Session 3 : Suivi des progrès des CDN



Lofti Msadki (Tunisie) & Belhoune Houssem (CITEPA).

Présentation des défis majeurs de la Tunisie :

- Au niveau régional le pays subi des problèmes de renforcement de capacités, surtout au niveau des communes. Là, les plans de climat ne sont pas assez renforcés.
- Le plan d'investissement prend beaucoup d'effort dans le cas de la Tunisie.
- Le cadre institutionnel pour la nomination des experts n'est pas stable et change beaucoup.

- Le système de MRV a besoin d'amélioration dans le pays. La Tunisie a été très tôt en lançant un système MRV sectorielle avant la transparence, mais il faut néanmoins centraliser les données et créer plus d'homogénéité entre les secteurs.
- La notion du changement climatique n'est pas assez connue pour que les différents niveaux institutionnels œuvrent pour un système MRV capable et fonctionnel. Il faut augmenter la prise de conscience sur les niveaux (global, national, régional, communal) pour garantir l'implémentation des mesures nécessaires.

Solutions proposées ou en cours d'essayage de la Tunisie :

- Pour sortir de l'approche « projet », la Tunisie va activer un arrangement institutionnel, par ex. établir une équipe cross-sectorielle pour une thématique spécifique (inventaire) ; l'arrêté ministériel va aider pour clarifier les rôles et mandats de ces experts-là.
- La Tunisie a invité le secteur privé pour l'inclure dans l'implémentation de la CDN. Pour cela, une conférence a été organisée.

Session 4 : Quels sont les outils pour le « NDC tracking » ? Politiques, mesures, actions et autres outils

Présentations

- GACMO - The Greenhouse Gas Abatement Cost Model – présenté par Denis Desgain, UNEP-Copenhaguen Climate Center
- LEAP - Low Emissions Analysis Platform – présenté par Moussa Diop, PNUD

Les pays suivants appliquent GACMO : Bénin, Cameroun, Djibouti, Niger, Tchad et République du Congo.

Les pays suivants appliquent LEAP : Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Maroc, République centrafricaine.



La Tunisie utilise un **outil de décomposition de ses émissions de CO₂ du secteur énergie**, qui a été développé ensemble avec l'Agence National pour la Maitrise de l'Energie (ANME), le bureau d'étude ENERDATA et CITEPA.

Contact M. Florent GAUTHIER, Email : florent.gauthier@enerdata.net; Mme Afef Jaafar, Responsable de l'Unité DEP à l'ANME, Email : afef.jaafar@anme.nat.tn; M. Houssem Belhouane, CITEPA, Email : houssem.belhouane@citepa.org

- Le **Niger** a décidé d'utiliser GACMO pour établir un bilan énergétique.
- La **République centrafricaine** souhaite recevoir une formation francophone au niveau du pays, pour pouvoir travailler avec la nouvelle version de l'outil LEAP en version française.

En général, GACMO est plus facile à utiliser avec un scenario inconditionnel. LEAP a besoin des données assez détaillées pour pouvoir être utilisée, au mieux il faut avoir toutes les données. Ici, les hypothèses sont assez détaillées. LEAP permet seulement une approche prospective pour le suivi des CDN, GACMO permet de plus une approche prospective et implémentation pour le suivi des CND. Contact pour GACMO, Denis Desgain, UNEP-Copenhagen Climate Center, Email : denis.desgain@un.org

En 2020, LEAP a subi une mise à niveau, ajoutant un calculateur de bénéfices intégrés pour mieux comprendre les avantages de la réduction de ces émissions. Email : charlie.heaps@sei.org

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté deux outils : NDC Tracking Tool et NEXT



©GIZ/Marie Hertel

Leya Zgheib (Liban), Ruben Van der Laan (Facilitateur) & Mahamadou Daoura Neino (Niger).



Nationally determined contributions (NDC) tracking tool¹

L'outil de suivi des NDC aide les pays à suivre les progrès annuels réalisés dans la mise en œuvre et la réalisation de leurs NDC dans le secteur de l'Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFAT). Pour ce faire, il compare :

- les actions d'atténuation prévues par rapport aux actions mises en œuvre ; et
- les réductions de GES attendues ou obtenues grâce aux mesures d'atténuation par rapport aux scénarios de référence et aux scénarios cibles sectoriels et/ou nationaux.

L'outil de suivi des NDC fournit trois types de résultats :

- des scénarios d'émissions projetées basés sur les impacts des politiques et actions clés mises en œuvre par rapport à un scénario de maintien du statu quo (BAU) ;
- la part des réductions d'émissions totales réalisées par rapport à l'objectif de réduction des émissions fixé dans les CDN - cela permet d'identifier les lacunes existantes dans la mise en œuvre des CDN ; et
- l'impact des réductions d'émissions potentielles résultant de mesures d'atténuation supplémentaires non incluses dans les CDN par rapport aux scénarios BAU - cela permet de renforcer les ambitions des CDN.

La méthode de l'outil de la FAO permet une alternative plus simple aux pays, qui n'ont pas toutes les données. L'outil inclus l'atténuation et l'adaptation (dans la partie qualitative). L'outil de la FAO peut être complémentaire les autres outils présentes (GACMO et LEAP). L'outil est basé sur le lignes directrices GIEC 2006 ; tous les secteurs AFOLU sont couverts par cet outil. Avec l'outil on peut analyser qu'elle est l'impact des actions dans le futur, par ex. dans 30 ans.

Contact : Viviane Umulisa, Climate Change Specialist, NDC Enhancement Support Team (NEST), Email : Viviane.Umulisa@fao.org

Nationally Determined Contribution Expert Tool (NEXT)

Voici le lien suivant concernant le fichier NEXT avec une analyse préliminaire (Workdesk) de la CDN Ethiopie : <https://we.tl/t-dz2J6Y1cg4>

Contact : Laure-Sophie Schiettecatte, FAO, Email : lauresophie.schiettecatte@fao.org; NDC-Tool@fao.org

Session 5 : Apprendre à connaître l'outil NDC Tracking

Cette session a été mergé avec la session précédente (4).

¹ Cet outil est en cours de développement.



2ème jour – Vendredi, 9 décembre 2022

Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 1



Echange entre David Melchisedeck Yangbondo (République Centrafricaine) et Mohamadou Sow (Mauritanie).

Au sein des différents groupes de travail, les questions suivantes ont été discutées par les participants :

Cas de la Tunisie	<ul style="list-style-type: none">• Le PF à prendre l'initiative avec les parties prenantes. Créer une visibilité entre les ministères. Mise en place des unités de coordination avec tous les acteurs (internes et externes).• Passer du projet vers un système institutionnel.• Dysfonctionnement des actions climatiques de la CDN avec les plans nationaux. Prendre le plan communal pour inclure des actions climatiques.• Au jour le jour : un travail à faire au niveau de réseautage (PF qui accorde aussi avec le PF du CCNUCC) ; suivre ce qui s'est passé au niveau local, même régional.
-------------------	---



L'aspect le plus important pour votre rôle de PF	<ul style="list-style-type: none">Formation des personnes au centre des ministères pour devenir des experts relai. PF transparence assume un rôle de « chapeau » - pour informer ce qui se passe au niveau international / national, répliquer les formations reçues, par exemple partager avec les collègues au niveau local. Le but est que tout le monde soit au même niveau.Dans certains pays, le PF transparence joue un rôle complémentaire au PF CCNUCC (par exemple la Guinée et le Cameroun).PF transparence joue un rôle de coordinateur ; être au courant des différents projets en cours, ex. RBA, CN, inventairePF centralise les acteurs clés et doit renvoyer les toutes acteurs.Suivre l'inventaire GES.
Retour « CGE »	<ul style="list-style-type: none">Mettre en place des plans et arrangements institutionnels solides (au mieux ancré en loi).Coordination et gestion du management des données.Développer et résilier les connaissances.
Formats Tabulaires	<ul style="list-style-type: none">Les PF doivent être bien formés.Rôle du PF : répliquer le savoir et identifier les besoins, supervision des formations et les autres acteurs clés.
Retour sur les outils	<ul style="list-style-type: none">Rôle du PF : soutenir la création d'un cadre légal pour le suivi de la CDN, créer une durabilité à l'utilisation des outils, coordination avec les différents secteurs, comprendre le fonctionnement et les limites des outils avant de les utiliser.
Retour sur le message « WhatsApp » « Cher/Chère, nous avons le défi... » « A mon retour, parlons-en spécifiquement au sujet de... »	<ul style="list-style-type: none">Assurer et identifier les besoins dans le pays.Mieux identifier les besoins de renforcement des capacités.Connaître les décisions clés (par exemple 5CMA2, 18CMA).Assurer que les possibilités d'assistance financière soient accessibles (CBIT-GSP, NDC Partnership, Climate Promise, etc.).Assurer la mobilisation du secteur privé.Soutenir un cadre légal pour faciliter des nouvelles réglementations.



Jacques Rudy (Île Maurice), Janvier Kevin Ndong Nzogho (Gabon), Wilfried Biao Mongazi (Bénin), Mohamed Sanogo (Côte d'Ivoire), Jean Caze (Haïti), Rémy Muzinga (RDC), Didier Bako (Burkina Faso) & Rolland Frédéric (République du Congo).



Session 6 : Management des données



Jaona Mandimby Andrianarisoa (Madagascar), Will Michel Agricole (Seychelles) & David Melchisedek Yangbondo (République Centrafricaine).

Objectif : Tracking de l'énergie et représenter la méthode de décomposition

- Aller un pas plus loin : Les scenarios de réduction d'atténuation doivent prendre en compte les émissions négatives afin d'atteindre zéro émission nette.
- Les crédits carbone et les Résultats d'atténuation transférés au niveau international (ITMO) doivent être mis dans la contribution des émissions (voire Article 6).

Pour plus des détails, voir la présentation de M. Houssem Belhoune, CITEPA.



Claudia Ortiz (PNUD), Viviane Umulisa (FAO), Fatima-Zahra Taibi (UNEP-CCC), Issa Mahamat Abdoulaye (Tchad), Will Michel Agricole (Seychelles), Belhoune Houssem (CITEPA) & Jaona Andrianarisoa (Madagascar).



Session 7 : Bonnes pratiques des arrangements institutionnels – et que répliquer pour la mise en place d'un système MRV

Objectif : Partage d'expériences du Bénin et du Cameroun, incluant les commentaires d'autres pays issus de la discussion.

- Responsabilité des ministères à prendre en compte. Au Cameroun, le ministère des finances avait invité huit ministères pour discuter de la préparation de la COP27, comment mobiliser du financement pour implémenter la CDN.
- La mise en œuvre et le suivi de la CDN devrait se faire au niveau local ; d'une manière décentralisée. Avec la mise en place de ce système, on donne davantage d'assumer plus de responsabilité des parties prenantes.
- Participation de la responsabilité à haut niveau peut aider. Un plan budgétaire a été élaboré avec un plan d'investissement au niveau sectoriel en **République de Guinée**.
- Au Cameroun, il y a un seul comité ; comité interinstitutionnel (pour l'Accord de Paris et la CDN). Cela a permis d'éviter des doublures.
- Pour la mise en œuvre de la CDN, l'accent sur le territoire régional doit s'approfondir.
- La **République centrafricaine** partage un processus similaire à celui du Cameroun.
- Recrutement des PF : les ministères proposent des PF. On essaye au Cameroun que les gens dans les ministères soient remplaçables et que le savoir se transmette.
- Problème du lobbysme de certaines organisations internationales. Ils vont directement au niveau présidentiel sans contacter les PF. Le désir est grand des PF de travailler eux-mêmes avec les partenaires. Réussite au Cameroun, car tous les ministères ont été invités et ils ont dit leurs opinions, que le savoir doit être sur le niveau national.
- Prochain plan du **Cameroun** en 2023 : soumission du 3ème CN et 1er RBA.
- Le **Bénin** fait face à beaucoup de pression politique par rapport au marché du carbone. Il existe déjà un décret important pour ce marché.



©GIZ/Marie Hertel

Temothée Kagonbe (Cameroun) en train de présenter sur l'arrangement institutionnelle du Cameroun.



©GIZ/Marie Hertel

Temothée Kagonbe (Cameroun), Komlan Edou (Togo), Didier Bako (Burkina Faso) & Julien Vincent (CITEPA).



Session 8 : Synthèse et apprentissages pour le Réseau/Cluster Francophone

Groupe 1 : Travailler sur un modèle d'arrangement institutionnel commun et proposer des actions prioritaires pour l'opérationnalisation et spécifier le type de soutien nécessaire	<ul style="list-style-type: none">Il faut développer une structure de coordination nationale dans le ministère qui est responsable du changement climat.Commun : défis institutions nationales, structure de coordination.Défis / dilemme : la volonté politique institutionnelle est instable. De plus, manque de financement pour faire fonctionner les établissements, opérationnalisation, volontaire politique (Guinée) « tout dépend du leadership des ministères ».PF est nominé par le ministère. Ils ne savent pas qui travaille dans le domaine du changement climatique. Alors il est sous pression et choisit une personne, qui n'a pas beaucoup d'expérience dans ce sujet.Le manque de renforcement de capacité et le suivi de l'évaluation.
Groupe 2 : Proposer une (ou deux) méthodologie (s) commune (s) de suivi des progrès des CDN et identifier des indicateurs clés associés et leurs évaluations (le groupe pourra se baser sur l'expérience d'un pays)	<ul style="list-style-type: none">Objectif : usage avec les mêmes métriques, scenario d'atténuation statu quo.Défis/dilemme : opérationnalisation des arrangements institutionnels, renforcement des capacités au niveau des secteurs, appropriation des outils.Changement : comité suivi pour la mise en œuvre de la CDN, définir des objectifs et indicateurs pour le suivi, approbation des outils.Action : Commencer par la vulgarisation et l'appropriation.
Groupe 3 : Proposer un modèle commun de système MRV/ETF et proposer des actions prioritaires pour harmoniser les systèmes MRV du réseau francophone ainsi que les supports requis	<ul style="list-style-type: none">Défis/dilemme : développement de la plateforme, élaboration des rapports, collecte des données, transfert de compétences.Changement : Il faut un arrangement institutionnel légal pour créer un système MRV, renforcer les capacités.Action : Il faut identifier et consulter les personnes qui sont importantes pour créer le MRV.



Carine Ingabire (PATPA), Mohamadou Sow (Mauritanie), Jean Idonal Caze (Haïti), Leya Zgheib (Liban) & Camille Reyniers (Belgique).



Moumouni Diadia Abdoulaziz (Niger), Laure-Sophie Schiettecatte (FAO) & Mohamed Gona Abdallah (Djibouti).



Session 9 : Analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et priorités des pays

Présentation de l'analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et les priorités des pays sur la transparence climatique et sur le système MRV (Moussa Diop, PNUD)

6 priorités en matière de soutien :

1. Inventaires nationaux de GES (collecte de données)
2. Atténuation (mise en œuvre du système MRV, stratégie nationale sur le changement climatique, dispositions institutionnelles)
3. Adaptation, pertes et dommages et évaluations de la vulnérabilité
4. Outils de suivi des CDN
5. Suivi du financement du climat
6. Soutien à la mobilisation de fonds



Mohamed Gona Abdallah (Djibouti), Mahamadou Daoura Neino (Niger), Rachid Tahiri (Maroc) & Jules Maxime Nguemadjji Moussa (Cameroun).



Session 10 : Quel rôle jouer au retour et quel appui et quel appui par le réseau/ Cluster Francophone



Mohamadou Sow (Mauritanie), Mohamed Gona Abdallah (Djibouti) & Amiela Monteiro Nancassa (Guinée Bissau).

Les pays ont été demandés de donner des réponses aux questions suivantes :

Bénin	
Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place au niveau national un système de rapportage et communication des informations en continue sous la CCNUCC et l'AP
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Maîtrise des outils de modélisation IPCC/LEAP/NEXT/EXACT• Maîtrise des formats pour le tracking du CDN et établir le RBT• Mettre en place un dispositif institutionnel adéquat
Action	<ul style="list-style-type: none">• Organiser des ateliers de renforcement des capacités avec l'appui technique et financier du secrétariat de la CCNUCC, réseau transparence, NDCP, etc.
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">• Appui sud-sud• Réseautage• Déploiement de la technologie• Disponibilité des documents et autre support en français
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">• Appui technique et technologique• Appui financier

**Burkina Faso**

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Contribuer à renforcer les capacités des collègues et des sectoriels par le partage de la formation reçue
Défis	<ul style="list-style-type: none">Appropriation de l'ETF par les autorités politiques et autres acteursRenforcement des capacités des acteurs sectoriels pour la collecte des donnéesMise en place d'un arrangement institutionnel robuste
Action	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation des acteurs politiques et autresCommencer le renforcement des capacités des acteurs avec l'appui des autres PF transparence et des personnes ressourcesMettre en place une équipe de coordination des actions à mettre en œuvre
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">Partage des expériences
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Renforcement des capacitésTechnique et technologiesMobilisation des financements

Cameroun

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Partager la formation reçue ici avec les acteurs clés au niveau pays
Défis	<ul style="list-style-type: none">Mobilisation des acteurs clésFormation des acteurs sur les enjeux du cadre de transparenceMobilisation des financements pour l'organisation des formations
Action	<ul style="list-style-type: none">Sensibiliser toutes les parties prenantes clés à chaque fois qu'une occasion se présente
Aide du Réseau/ Cluster Francophone et Appuis potentiels	<ul style="list-style-type: none">Accompagnement technique (expertise)Appui financier pour les ateliers de formationAppui technique et financier pour le suivi des CDNAppui financiers et technique de la revue des rapports à soumettre

Côte d'Ivoire

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Partager/informer les informations reçues durant la semaine (CGE/Cluster) d'abord aux techniciens du ministère en charge de l'environnement, ensuite aux parties prenantes du processus de suivi des CDN.
Défis	<ul style="list-style-type: none">Renforcement des capacités de l'outils (GES, mesures actions politiques)Appropriation par les parties prenantes clésArrangement législatif, juridique et institutionnel
Action	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation à travers d'ateliers, webinaires...Les personnes de ressources clés en charge des rapports thématiques (RIN, BUR, Adaptation, etc.)Impliquer les parties prenantes clé pour les biais d'un arrangement / dispositif institutionnel robuste porté par la politique
Aide du Réseau/ Cluster Francophone et Appuis potentiels	<ul style="list-style-type: none">Partage d'expérience à travers des réunions en ligne, des missions sur terrains (participation aux ateliers nationaux)
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Appui à la compréhension des décisions /formats tabulairesRenforcement de capacité a l'utilisation des différents outils (calcul, modélisation, reporting)Appui à la formulation des indicateurs de suivi, d'impacts et d'effets

**Djibouti**

Format pour macro-étape	<ul style="list-style-type: none">Mise en place de groupe de travail sur la transparence climatique au sein de la direction de l'environnement
Objectif	<ul style="list-style-type: none">Mettre en place un système national de la transparence climatique
Défis	<ul style="list-style-type: none">Insuffisance des données scientifiquesFaible capacité technique sur la collecte des donnéesInsuffisance des ressources financiers
Action	<ul style="list-style-type: none">Formation et sensibilisation des parties prenantes sur la transparenceFormation technique sur collectes et traitement des données
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">Partage d'expérience et bonnes pratiques sur la transparence climatique
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Renforcement des capacités pour la mise en place MRV, collecte et traitement des données

Haïti

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Mettre en place le système d'arrangement institutionnelEtablir un cadre légal
Défis	<ul style="list-style-type: none">Instabilité socio-politiqueResistance de certains acteursContraintes financières
Action	<ul style="list-style-type: none">Rassembler les acteursFaciliter la mise en place d'une structure pour l'élaboration des normesSensibiliser les acteurs (public/prives sur la nécessité d'agir ensemble)
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">Echange de bonnes pratiquesEchange des documents
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Renforcement de capacitésTransfert de compétences et technologiesFinancier

Île Maurice

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Promouvoir l'utilisation des outils pour faire le suivi du CDN
Défis	<ul style="list-style-type: none">Il faut former les sectoriels sur ces outils
Action	<ul style="list-style-type: none">Inclure un composant sur les outils dans la demande d'assistance CBIT-GSP ou de L'Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT)
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">Soliciter la collaboration de ceux qui utilisent déjà ces outils
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Passer à travers CBIT-GSP ou ICAT

**Liban**

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Améliorer la coordination et planification de CBIT qui inclus le développement et du système MRV et ETF entre le comité de coordination pour CDNTravailler sur le renforcement de capacité et la sensibilisation à propos des CDN et les implications de développement dans les différents secteursMettre en évidence la bancabilité des projets en relation avec le changement climatique pour susciter l'intérêt des parties prenantes
Défis	<ul style="list-style-type: none">Volonté politiquePas de cadre légal institutionnelle qui force les ministères à donner leur dataPas de capacité technique (données, outils, reportage)Créer de l'intérêt chez tous les acteurs
Action	<ul style="list-style-type: none">Meeting « NDC comité »Expliquer les nouveaux engagements de reportage et expliquer les données qu'on a besoinConsultation avec tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementauxCréer une liste d'action pour MRV et ETF basé sur les activités déjà établisPrendre stock des métriques/indicateur utiliser dans différent ministère pour atténuation/adaptationEtablir un texte légal/TOR pour un consultant légal

Madagascar

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Valoriser les points focaux
Défis	<ul style="list-style-type: none">Mettre à jour le titreInsérer dans le systèmeProfilier le point focal
Action	<ul style="list-style-type: none">Demander à l'international d'appuyer ou formaliser le point focal
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">Technique et coordination réseautage
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">Certification ou attestation sur les informations suivies

Niger

Objectif	<ul style="list-style-type: none">Améliorer la transparence climatique au Niger
Défis	<ul style="list-style-type: none">Assoir un arrangement institutionnel prenant en compte toutes les parties prenantesRenforcement des capacités techniques des acteurs sectorielsOpérationnalisation des cadres CC existants (Comité technique CDN, SN-IGES, SN-MNV)
Action	<ul style="list-style-type: none">Information/sensibilisation de toutes les parties prenantes (Act. Etatiques, Non Etatiques, Décideurs et leaders d'opinions)
Aide Réseau	<ul style="list-style-type: none">Coopération sud-sud pour le partage d'expériencesRenforcement des capacités technique des experts nationaux
Appuis souhaiter	<ul style="list-style-type: none">Appuis techniques et financiersTransfert de technologies

**République Centrafricaine**

Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place une structure de suivi de mise en œuvre de la CDN• Opérationnalisation du système MRV
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement des capacités (formation des experts) pour le suivi de la CDN et de la mise en œuvre du système MRV.• Utilisation des outils de suivi de la mise en œuvre de la CDN.
Action	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en œuvre les leçons tirées de ces 2 jours d'échange.• L'utilisation des outils de suivi de la mise en œuvre de la CDN.
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">• Appuie du réseau aux pays pour une bonne réussite de la mise en œuvre de la CDN et du système de transparence.
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">• Appui financiers et techniques pour la mise en place d'une expertise nationale pour la mise en œuvre du suivi et de la CDN et le système de transparence au niveau national.

République du Congo

Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Formation du cadre légal de suivi des CDN
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Mobiliser les secteurs clés à adhérer au processus• Mobiliser les financements
Action	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place un système MRV au niveau national• Rendre opérationnel le système MRV
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">• Communiquer les expériences autre pays qui ont réussi• Relayer les besoins du pays vers la convention
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">• Appui financier• Renforcement des capacités des experts nationaux

République du Gabon

Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Remplir les obligations du Gabon à la CCNUCC
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation de la 4ème CN/RBT• Renforcer les capacités des experts• Livrer le travail à temps
Action	<ul style="list-style-type: none">• Travailler/contacter les différents partenaires
Aide Réseau	<ul style="list-style-type: none">• Aide du réseau• Renforcements des capacités
Appuis souhaiter	<ul style="list-style-type: none">• Appuis dont vous avez besoin• Renforcement des capacités

République de Guinée

Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place une structure de suivi de mise en œuvre de la CDN• Elaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la CDN• Arrangement institutionnel• Rendre opérationnel le cadre de coordination• Suivi et évaluations (renforcement des capacités)
-----------------	---



Défis	<ul style="list-style-type: none">• Mobilisation des structures concernés (ministères, secteur privé...)• Mobilisation des ressources financières pour rendre opérationnel la structure de coordination• Renforcement des capacités des experts nationaux
Action	<ul style="list-style-type: none">• Informer les autorités du MEDD sur l'importance de la mise en place des structures• Sensibilisation de la CDN au niveau local
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">• Création d'un réseau national sur le suivi de la mise en œuvre de la CDN
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement de capacité à l'outil de l'évaluation et de la mise en œuvre de la CDN• Renforcement de capacité sur la mise en place d'un système de transparence• Renforcement des capacités sur l'opérationnalisation du système MRV de la Guinée
Tchad 	
Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Rendre opérationnel le système national MRV
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Appropriation par les autorités concernées• Instabilité institutionnelle
Action	<ul style="list-style-type: none">• Sensibilisation au maximum les autorités sur l'importance de rendre opérationnel le SN MRV.
Aide du Réseau/ Cluster Francophone	<ul style="list-style-type: none">• Partager les bonnes pratiques avec les membres du réseau cluster
Appuis dont on a besoin	<ul style="list-style-type: none">• Formation en ligne ou en personne aux profils des parties prenantes (Etat, secteur privé et ONG)
Togo 	
Objectif	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer le cadre de suivi-évaluation pour la mise en œuvre des CDN et rapporter les informations pour le RBT
Défis	<ul style="list-style-type: none">• Manque de volonté des acteurs sectoriels• Manque de capacités techniques pour suivre la mise en œuvre des actions des CDN• Manque de format approprié pour la collecte des données• Manque de cadres légaux pour le suivi-évaluation
Action	<ul style="list-style-type: none">• Organiser la sensibilisation et la concertation des acteurs aux niveaux local régional et national• Organiser un forum national sur la transparence• Renforcer les arrangements institutionnels locaux• Organiser des séances de renforcement des capacités de tous les acteurs impliqués sur les outils de suivi-évaluation• Renforcement des capacités des sectoriels sur les outils simplifiés d'évaluation des progrès
Aide Réseau	<ul style="list-style-type: none">• Partage d'expérience par les pairs• Renforcement de la collaboration entre pays
Appuis souhaiter	<ul style="list-style-type: none">• Appui technique et financiers• Mobilisation des ressources financières• Renforcement des capacités

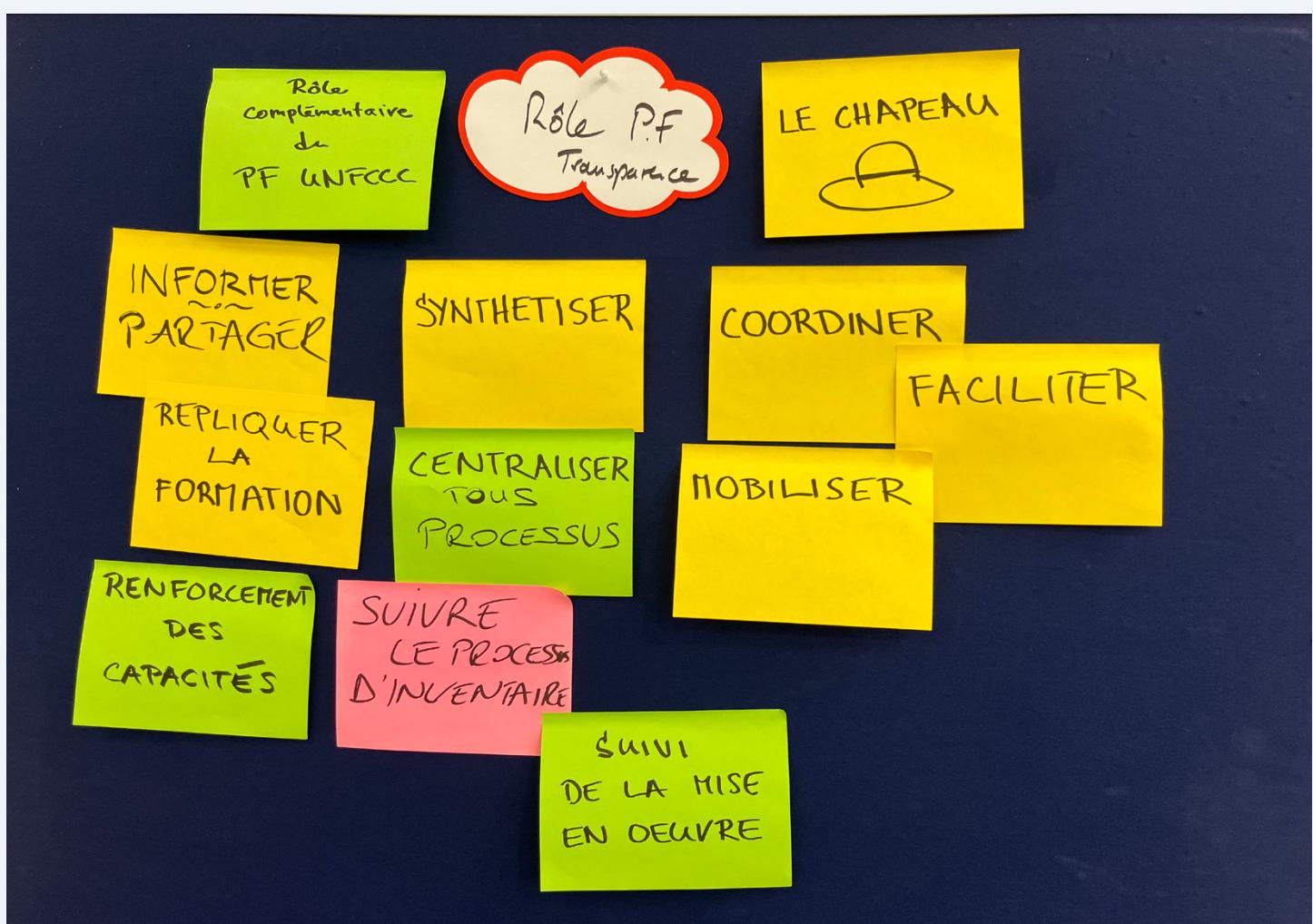


Où tenir la prochaine rencontre du Cluster Francophone en 2023 :

- Tunisie (8 votes)
- Cameroun (7)
- Beyrouth (1 vote)
- Togo
- Sénégal
- Côte d'Ivoire

Ceci reste à discuter parmi les pays hôtes potentiels. Le pays d'accueil devrait être un bon hôte pour recevoir des représentants d'environ 27 pays francophones d'Afrique, avoir obtenu le consentement du gouvernement. Les préconditions à remplir sont : bien connecté en termes de connexions aériennes, facilité d'obtenir un visa, bonnes facilités des lieux de conférences, bonne hôtellerie, bons services médicaux.

Quel est le rôle du Point Focal Transparency ?





Annexe 1

Pays participants :

- Bénin
- Burkina Faso
- Cameroun
- Côte d'Ivoire
- Djibouti
- Gabon
- Guinée
- Guinée-Bissau²
- Île Maurice
- Liban
- Madagascar
- Mauritanie
- Maroc
- Niger
- République du Congo
- République Démocratique du Congo
- République centrafricaine
- Haïti
- Seychelles
- Tchad
- Togo
- Tunisie

Invités mais sans participation :

- Algérie
- Mali
- Rwanda
- Sénégal

Lien utiles :

- CMA3 : Decisions | UNFCCC
- 18CMA : Decisions | UNFCCC
- GACMO : GACMO
- LEAP : LEAP (sei.org)³
- FAO NDC Tracking Tool : Tools and Resources | Climate Change | Food and Agriculture Organization of the United Nations (fao.org)
- FAO NEXT tool : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fclim.2022.906142/full>
- <https://www.fao.org/climate-change/our-work/what-we-do/ndcs/research-tools/next>

² Guinée-Bissau ne fait pas partie du Cluster Francophone, La représentante du pays a participé volontairement. Pour PATPA la Guinée-Bissau fait partie du groupe régional Cluster Lusophone.

³ Les participants peuvent obtenir une licence pour LEAP en s'inscrivant sur le site Web de LEAP (<https://leap.sei.org/signup>) et en demandant une licence sur la page Licence du site (<https://leap.sei.org/license>). Les utilisateurs gouvernementaux, à but non lucratif et universitaires de la plupart des pays africains ont droit à une licence gratuite. La demande de licence est traité normalement dans un délai de quelques jours.



Annexe 2 : Liste des participants

#	Pays	Genre	Nom	Prénom	Institution	Fonction
1	Bénin	M	Biao Mongazi	Wilfried	Ministère du cadre de vie et développement durable	Chef du département de la gestion des changements climatiques, PF CCNUCC et transparence
2	Burkina Faso	M	Bako	Didier	Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement	Agent au département de Coordination des Conventions internationales du SP/CNDD
3	Cameroun	M	Kagonbe	Temothée	Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable	Sous-directeur du monitoring écologique et du suivi climat, PF CCNUCC et GIEC, coordinateur national CDN, CT-REDD+
4	Cameroun	M	Nguemadjii Moussa	Jules Maxime	Ministère de l'environnement, de la protection de la Nature et du Développement Durable	Assistance technique du PF CCNUCC ; expert IGES AFAT, Expert MNV REDD+
5	Côte d'Ivoire	M	Sanogo	Mohamed	Ministère de l'environnement	Coordinateur programme national changement climatiques
6	Djibouti	M	Gona Abdallah	Mohamed	Ministère de l'Urbanisme, Environnement et du Tourisme	Expert junior en Environnement et Changement climatique
7	Gabon	M	Ndong Nzogho	Janvier Kevin	Ministère de l'Urbanisme, Environnement et du Tourisme	Coordinateur de l'inventaire national des GES du Gabon, Conseil national du Climat
8	Guinée	F	Doumbouya	Oumou	Ministère de l'environnement et du développement durable	Directrice nationale adjointe des pollutions nuisances changement climatique/PFCCNUCC et transparence
9	Guinée-Bissau	F	Monteiro Nancassa	Amiela	Ministère de l'environnement	Département changement climatique
10	Île de Maurice	M	Oh-Seng	Jacques Rudy	Ministère de l'environnement, déchets, et Changement climatique	Expert principal, Département du changement climatique
11	Liban	F	Zgheib	Leya	Ministère de l'environnement	Coordinatrice du Projet CN/ CBIT/ RBT
12	Madagascar	M	Mandimby Andrianarisoa	Jaona	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Chef de division partenariats au sein du service de Bases de Données et Suivie-Evaluation du bureau national des changements climatique et de la REDD+
13	Mauritanie	M	Sow	Mohamadou	Ministère de l'environnement et du Développement durable	Directeur adjoint du climat et de l'économie verte, PF NDC-P et PF transparence
14	Morocco	M	Tahiri	Rachid	Ministère transition énergétique et développement durable	Chef de division changement climatique et économie verte
15	Niger	M	Diadia Abdoulaziz	Moumouni	Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification	Directeur adjoint du renforcement de la résilience et de l'atténuation au changement climatique, PF transparence.
16	Niger	M	Daoura Neino	Mahamadou	Cabinet du Premier ministre	Secrétariat exécutive du CNEDD, PF CCNUCC, coordinateur BUR/BTR
17	République du Congo	M	Oluengue	Roland Frédéric	Ministère de l'environnement	Chef du service normes, PF transparence



#	Pays	Genre	Nom	Prénom	Institution	Fonction
18	République démocratique du Congo	M	Mangani Muzinga	Rémy	Ministère de l'environnement et développement durable	Expert en charge de l'inventaire des GES
19	République Centrafricaine	M	Yangbondo	David Melchisedek	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Chargé d'études en atténuation des changement climatique et REDD+ à la coordination nationale climat
20	Haïti	M	Caze	Jean Idonal	Ministère de l'Environnement	Coordinateur national de CBIT
21	Seychelles	M	Agricole	Will Michel	Ministère de l'Environnement, énergie et changement climatique	Directeur général du service climat et environnement
22	Tchad	M	Issa Mahamat	Abdoulaye	Ministère de l'environnement	PF CNNUCC
23	Togo	M	Komlan	Edou	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Coordinateur national du projet du BUR/PF national MRV-Transparence climatique
24	Tunisie	M	Msadki	Lotfi	Ministère de l'environnement	Responsable de la planification et du suivi dans le domaine de l'atténuation des GES.

Organisateurs

25	PNUD	M	Assie	Richemond	PNUD-Promesse Climatique	Conseiller en matière de transparence et chef de Projet
26	PNUD	M	Diop	Moussa	PNUD-Promesse Climatique	Coordinateur du réseau francophone de transparence
27	PNUD	M	Mendes	Thiago	PNUD-Promesse Climatique	Coordinateur du réseau lusophone de transparence
28	PNUD	F	Bakir	Zeynep	PNUD-Promesse Climatique	Analyste de Programme
29	PNUD	F	Ortiz	Claudia	PNUD-Promesse Climatique	Spécialiste des stratégies de changement climatique
30	PNUD	F	Huttova	Eva	PNUD-Promesse Climatique	Analyste de Programme
31	UNEP- CCC	F	Taibi	Fatima-Zahra	UNEP-CCC	Expert principal
32	Belgique	F	Reyniers	Camille	Gouvernement Belge	Expert en politique de changement climatique et développement
33	PATPA	F	Nierenkoether	Mijako	PATPA	Conseillère/coordonatrice du cluster francophone
34	PATPA	F	Ingabire	Carine	PATPA	Stagière
35	PATPA	F	Hertel	Marie	SPA	Conseillère junior
36	PATPA	M	Zarzo	Oscar	PATPA	Chef du Secrétariat

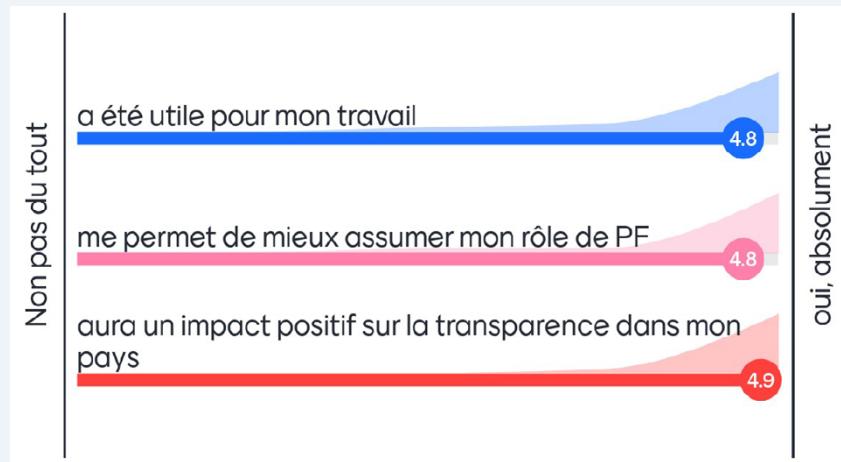


#	Pays	Genre	Nom	Prénom	Institution	Fonction
Personne ressources						
37	Modérateur	M	Van der Laan	Ruben	Consultant	Innovation / Changement / Participation
38	CITEPA	M	Vincent	Julien	CITEPA	Chef du département atténuation et adaptation
39	CITEPA	M	Belhoune	Houssem	CITEPA	Chef de l'équipe Energie
40	FAO	F	Schiettecatte	Laure-Sophie	FAO	Spécialiste du changement climatique
41	FAO	F	Umulisa	Viviane	FAO	Spécialiste du changement climatique
42	ICAT	M	Wuester	Henning	ICAT	Directeur
43	ICAT	F	Patra	Eleni	ICAT	Assistante de recherche et d'administartion
44	CCNUCC	M	Guendehou	Sabin	CCNUCC	Chargé de programme
45	UNEP- CCC	M	Desgain	Denis	UNEP-CCC	Chef de section, analyse de l'atténuation et gestion des données
46	NDC-P	F	Chafiq	Imane	NDC-P	Spécialiste de l'engagement pays/pays francophones d'Afrique subsaharienne et de la région MENA
47	NDC-P	M	Kireche	Denis	NDC-P	Spécialiste de l'engagement pays/pays francophones d'Afrique subsaharienne et de la région MENA
48	NDC-P	M	Ammor	Amine	NDC-P	Spécialiste de l'engagement pays/pays francophones d'Afrique subsaharienne et de la région MENA



Annexe 3 : Évaluation

Cet atelier...



Quelle session a été la plus utile pour votre travail ?

Houssem - suivi CDN	NDC	l'utilisation des outils
Presentation des outils et suivi des CDNs	Session dédiée au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des CDNs	tracking CDN, Outils et les formats
Apprendre à connaître l'outil NDC-tracking	la session qui a introduit les outils pour NDC tracking étais très intéressante et celle de CTFs	Session du 9 décembre
Formats tabulaires et outils	toutes les sessions vraiment	toutes les sessions
les modèles pour le suivi des CDNs	formations en outils	Outils et tracking CDN sur base des CTF
Le deuxième jour	La session sur les modèles gacmo, leap et tracking CDN de la FAO	Les présentations des outils d'évaluation des progrès des CDNles partages d'expériences
Pratiquement toutes les sessions. Ça été très Pratiquement surtout tout l'animation	La dernière session	



Annexe 4 : État actuel de la notification

(Compilation réalisée par PATPA – daté du 28/12/2022)

#	Country	NDC	Update NDC	NC1	NC2	NC3	NC4	BUR1	BUR2	BUR3	BUR4
1.	Algérie	10.2016		03.2001	2010						
2.	Bénin	12.2016	10.2021	12.2001	06.2011	10.2019		01.2020			
3.	Burkina Faso	11.2016	10.2021	12.2001	09.2014	10.2022		11.2012			
4.	Burundi	01.2018	10.2021	08.2001	01.2010	10.2019		08.2022			
5.	Cameroun	2016	10.2021	01.2005	03.2016						
6.	Comores	11.2016	11.2021	04.2003	06.2013						
7.	Côte-d'Ivoire	10.2016	05.2022	02.2001	04.2010	12.2017		07.2018			
8.	Djibouti	11.2016		06.2002	02.2014	12.2021					
9.	Gabon	11.2016	07.2022	12.2004	12.2011	02.2022		12.2021			
10.	Guinée	09.2015	07.2021	10.2002	10.2018						
11.	Haïti	07.2017	06.2021	01.2002	10.2013						
12.	Liban	09.2015	03.2021	11.1999	02.2011	11.2016		10.2015	10.2017	10.2019	12.2021
13.	Madagascar	09.2016		02.2004	12.2010	11.2017					
14.	Mali	09.2016	10.2021	11.2000	05.2015	08.2018					
15.	Maroc	09.2016	06.2021	11.2001	11.2010	05.2016	12.2021	04.2016	01.2020	04.2022	
16.	Maurice	04.2016	10.2021	09.1999	11.2011	01.2017		12.2021			
17.	Mauritanie	02.2017	10.2021	07.2002	12.2008	10.2014		12.2014	02.2021		
18.	Niger	09.2016	12.2021	11.2000	12.2009	01.2017					
19.	République Centrafricaine	10.2016	10.2021	12.2002	2013						
20.	République démocratique du Congo	04.2017	12.2021	09.2001	11.2009	02.2015					
21.	République du Congo	12.2017	08.2021	11.2000	11.2009	04.2015					
22.	Rwanda	10.2016	05.2020	09.2005	06.2012	11.2018		12.2021			
23.	Sénégal	09.2015	12.2020	12.1997	09.2010	01.2016					
24.	Seychelles	04.2016	07.2021	11.2000	04.2013						
25.	Tchad	01.2017	10.2021	08.2001	06.2012	11.2020					
26.	Togo	06.2017	10.2021	12.2001	09.2011	11.2015	06.2022	09.2017	12.2021		
27.	Tunisie	02.2017	10.2021	10.2001	02.2014	06.2019		12.2014	12.2016		



Note éditoriale

Auteurs :

Marie Hertel, Mijako Nierenkoether

Avec les contributions de :

Carine Ingabire, Camille Reyniers, Ruben van der Laan

Responsable :

Mijako Nierenkoether

Crédit photographique :

© Marie Hertel/GIZ

Création graphique :

Wilde Beissel von Schmidt GmbH

Droit d'auteur :

Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA)

PATPA est responsable pour le contenu de cette publication.

Berlin, Février 2023